



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Madame Elisabeth Borne
Première ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Paris, le 3 juin 2022

Madame la Première ministre,

Fortes de plus d'un million d'adhérents, et du soutien majoritaire de l'opinion publique, nos associations et fondations de protection de la nature et de la biodiversité tiennent à vous remercier d'avoir reçu certaines d'entre elles le jour de votre premier Conseil des ministres. Il s'agit d'un signal fort et nouveau qui nous permet d'espérer une collaboration fructueuse au profit de la biodiversité si malmenée depuis plusieurs décennies. De plus, votre responsabilité en matière de planification nous laisse espérer une appropriation de cet enjeu par l'ensemble et chacun des ministères, qui a tant manqué par le passé.

Le président de la République s'est engagé à mettre en œuvre une planification écologique. Or, cette planification est condamnée à échouer si elle n'intègre pas la transformation de notre système agricole et alimentaire. En effet, tous les indicateurs biologiques témoignent de la responsabilité du modèle agricole dominant actuel dans la destruction des espaces et des espèces, largement encouragé par la PAC depuis des décennies. Le Plan Stratégique Nationale (PSN) est justement le bon outil de planification de la politique agricole française puisqu'il décide de l'orientation de 45 milliards d'euros sur le prochain quinquennat. Or, sa version actuelle est incompatible avec les objectifs de protection de l'environnement. L'exécutif européen a explicitement invité la France à rehausser l'ambition environnementale de son PSN, confirmant ainsi l'analyse et les demandes formulées depuis le début des négociations par les ONGs, l'Autorité environnementale, de nombreux scientifiques et par les citoyens.

A quelques jours de l'envoi de la version révisée du PSN à la Commission européenne, nous souhaitons vous alerter sur l'urgence à modifier plusieurs points clés du PSN actuel parmi lesquels la mise en œuvre ambitieuse de la conditionnalité (Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales 6 et 7 en particulier) et de l'éco-régime (mesure haies et discrimination entre HVE et AB) ainsi que la hausse significative du budget des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).

Alors que les bouleversements causés par la guerre en Ukraine sur le secteur agricole et alimentaire appellent à sa transformation, pour laquelle nous plaçons depuis des années, le

risque est grand de s'enfoncer davantage encore dans l'impasse d'un modèle économiquement, socialement et environnementalement à bout de souffle. A ce titre, le récent arrêté signé par vos ministres en charge de la transition écologique et de l'agriculture, le jour même où vous nous receviez, dérogeant à l'interdiction de broyer et faucher les jachères en pleine période de nidification d'oiseaux rares et menacés, constitue selon nous une réponse politique inadaptée aux enjeux. En effet, la flambée des prix des denrées agricoles n'est pas liée à un manque de disponibilité mais à un dysfonctionnement des marchés. Produire davantage n'est donc pas la solution à ce problème.

Nos organisations gouvernementales, qui ont salué votre nomination au poste de Première ministre en charge de la planification écologique, croient en cette nécessaire planification, et espèrent restaurer une collaboration fructueuse, basée sur une considération effective des organisations environnementales. C'est parce que nous croyons en ce projet que nous ne pouvons pas nous résoudre à laisser passer un PSN que l'Autorité environnementale a jugé incompatible avec les trajectoires de la Stratégie Nationale Bas Carbone, de la Stratégie Nationale Biodiversité et de la Directive-cadre sur l'eau, textes dont les ambitions seront d'ailleurs rehaussées pour la décennie en cours, conformément aux nouveaux objectifs de l'Union européenne.

Nous avons souffert par le passé de décisions unilatérales du Ministère en charge de l'agriculture au détriment de la biodiversité. Votre action et vos arbitrages en faveur de l'agroécologie sur ce dossier du PSN seront un véritable test de la réalité du changement de paradigme annoncé. Traiter ce dossier au niveau interministériel, autour de vous et en présence du Ministre de l'Agriculture, des ONGs et des syndicats, comme vous l'avez proposé, nous semble être la bonne méthode pour espérer des avancées significatives et rapides.

Veuillez agréer, Madame la Première ministre, l'assurance de notre haute considération.

Le porte-parole de l'ASPAS
Marc GIRAUD



La Directrice du WWF
Véronique ANDRIEUX



Le président de FNE
Arnaud SCHWARTZ



Le président de la LPO
Allain BOUGRAIN
DUBOURG



La présidente de l'OPIE
Christine ROLLARD



Le président de la SNPN
Rémi LUGLIA



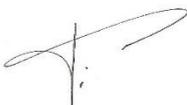
Le président de la SHF
Claude MIAUD



Le président de FERUS
Jean François
DARMSTAEDTER



Le président de
Humanité et Biodiversité
Bernard CHEVASSUS-AU-LOUIS



Le président de la SFDE
Jérôme FROMAGEAU



La Directrice générale de
la FNH
Stéphanie CLEMENT-
GRANDCOURT

